

PAR JULIE CUTILLAS
VICE PRÉSIDENTE DES AMIS DE LA TERRE FRANCE

L'année 2021 n'a pas été celle du monde d'après tant espéré. Pourtant, grâce à nos mobilisations et à votre soutien nous avons remis sans cesse à l'agenda l'urgence climatique et sociale. Nous nous sommes battus aux côtés des travailleuses de la raffinerie Total de Grandpuits pour un réel plan de reconversion. Nous avons obtenu la condamnation de l'État sur la pollution de l'air et l'avons contraint à une astreinte historique et continuerons à être, ensemble, vigilants à ce qu'il agisse enfin à la hauteur de ses responsabilités.

Nous avons fait reculer le géant Amazon par trois fois. Nous nous sommes introuverts sur les podiums de la Fashion Week pour dénoncer l'impact de l'industrie de la mode et pour pointer, là encore, l'imputabilité au gouvernement en matière de surproduction. Sans relâche nous avons pointé la responsabilité des banques françaises et la complicité du gouvernement dans l'expansion de l'industrie fossile. Nous nous sommes introuverts au Climate Finance Day pour exiger l'arrêt des financements publics aux énergies fossiles.

Ce contre-pouvoir, que nous construisons aux côtés de milliers d'autres personnes, paye : la France rejoint l'accord signé à la COP26 mettant fin à certains financements à l'étranger de projets d'exploitation d'énergies fossiles.

Rien de tout cela n'aurait été possible sans vous. Les défis pour 2022 sont immenses : face aux idées nauséabondes qui s'invitent dans l'élection présidentielle, à la chimère de l'énergie décarbonée et du danger du nucléaire, nous devons, plus que jamais, faire entendre nos voix pour un monde juste sur une planète viable. ■

EN CHIFFRES

24 heures de garde-à-voir pour 10 militants ayant interrompu un événement de la finance climat alors qu'ils dénonçaient le soutien des banques aux énergies fossiles et l'inaction du gouvernement.

PAR LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL

38 000 mètres carrés de terre agricoles sauvés dans le Gard, sur une zone où un projet Amazon devait voir le jour.

1 TONNE SUR 40 des émissions de gaz à effet de serre mondiales provient de l'industrie des engrais azotés de synthèse.



COP26 : que faut-il en retenir ?

La COP26 s'est déroulée à Glasgow en Écosse du 31 octobre au 12 novembre dernier. À l'issue de négociations marquées par la mise à l'écart des communautés les plus impactées et l'omniprésence des lobbies, la COP26 accouche une fois de plus d'engagements sans ambition qui repoussent l'action aux calendes grecques. Appelée « COP de l'exclusion », « COP du greenwashing » ou « COP des lobbies », ce rendez-vous international aura dans tous les cas été une nouvelle COP de l'inaction.

Malgré les appels à accélérer la mise en œuvre de mesures structurales d'ici 2030, cette urgence vitale est largement esquivée par les États et les entreprises, qui préfèrent se cacher derrière des promesses de neutralité carbone en 2050 : le « Net Zéro ». Seule avancée notable pour la France : la sortie des énergies fossiles finit par s'imposer dans l'agenda politique, mais les mesures prises en la matière restent au stade embryonnaire.

Six ans après la ratification de l'Accord de Paris, les États persistent et signent. Alors qu'il est crucial de rester sous le seuil critique de +1,5°C afin d'éviter les conséquences les plus dramatiques des dérèglements climatiques, leurs engagements mènent la planète vers un réchauffement de +2,7°C d'ici à la fin du siècle. ■



DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX

Au cœur des Landes : un gigantesque projet de piscine à vagues à quelques kilomètres de l'océan

Loin des enjeux critiques de ce siècle, et « surfant » sur les Jeux Olympiques 2024 de Paris, un projet anachronique de piscine à vagues refait surface à Castets, commune landaise située à 20 kilomètres de l'océan. Coincé entre une autoroute où circulent 8000 camions par jour, 3 sites SEVESO

seuil haut et une zone Natura 2000, ce projet concentre tout ce dont nous ne voulons plus : destruction de zones naturelles et de forêt, artificialisation des sols, consommation pharaonique d'énergie, d'eau, d'électricité, etc...

Au premier terrain de 10 hectares à déboiser et artificialiser, pourrait s'ajouter un deuxième terrain à déboiser pour y installer un « surfcamp ». L'ADN des surfeurs, c'est la nature, l'océan auquel il faut se confronter, pas ce Disneyland de surf industriel, chloré et payant !

Plusieurs associations et collectifs dont Les Amis de la Terre Landes sont engagés contre ce projet pour surfeurs d'élevage. ■

POUR EN SAVOIR PLUS bit.ly/3oZhXU

LA DIPLOMATIE FRANÇAISE « CAPTURÉE » PAR TOTAL



Le rapport *Comment l'État français fait le jeu de Total en Ouganda* - produit d'une collaboration entre les Amis de la Terre France, l'Observatoire des multinationales et Survie - vise à répondre à une question simple : pourquoi les autorités et la diplomatie françaises continuent-elles à soutenir les projets pétroliers de Total en Ouganda ? Tout devrait inciter à ne pas le faire : les graves impacts de ces projets sur le climat, l'environnement, les droits humains et la démocratie ; le refus de nombreuses institutions financières publiques et privées de s'y associer ; et enfin le fait que la France et son économie n'ont en réalité rien à y gagner, puisque les bénéfices énormes générés par Total sont reversés, sous forme de dividendes et de rachats d'actions, à des actionnaires basés à Wall Street.

Pour répondre à cette question, nous nous sommes plongés dans les stratégies d'influence de la multinationale pétrolière, depuis ses aspects les mieux connus jusqu'aux plus invisibles. Nous

parlons bien entendu des formes classiques de lobbying - les rendez-vous avec les décideur·euses, par exemple - auxquelles le groupe consacre des millions d'euros chaque année. Nous mettons aussi en lumière la manière dont Total utilise ses vastes ressources pour « détoxifier » son image, à travers le mécénat d'institutions prestigieuses ou le sponsoring d'événements, depuis la Coupe d'Afrique des nations jusqu'aux concerts et cocktails de l'ambassade et de l'Alliance française à Kampala, la capitale ougandaise.

Mais nous insistons surtout sur le nerf de la guerre en matière d'influence : les « portes tournantes », autrement dit les allers-retours entre Total et la haute fonction publique. Nous en listons des dizaines de cas au plus haut niveau de l'Etat et de l'administration. On parle traditionnellement en France de « pantouflage », pour désigner les anciens hauts fonctionnaires qui finissent leur carrière dans le secteur privé. Mais le phénomène s'est considérablement amplifié

depuis quelques années et les passages se font désormais dans les deux sens, plusieurs fois au cours d'une même carrière. C'est un ancien conseiller spécial du ministre de la Défense et des Affaires étrangères devenu lobbyiste en chef de Total ; une ancienne cadre de Total bombardée conseillère d'Emmanuel Macron à l'Elysée, puis à l'Agence française de développement ; ou encore une ancienne dirigeante de Total revenant à l'Agence des participations de l'Etat, avant de devenir directrice de la diplomatie économique au ministère des Affaires étrangères.

Ces « portes tournantes » permettent au groupe pétrolier de soigner sa réputation au sein des institutions publiques, elles lui offrent un accès direct et immédiat aux décideurs et aux informations stratégiques, et enfin et surtout contribuent à entretenir la confusion profondément enracinée entre les intérêts de la France dans le monde et ceux d'une multinationale privée comme Total. Il est temps de briser le sortilège. ■

QUAND NOS VÊTEMENTS DÉSHABILLENT LES DROITS HUMAINS ET L'ENVIRONNEMENT

DERRIÈRE LES PUBLICITÉS ET LES GRANDES VITRINES POUR SE PARER DES VÊTEMENTS LES PLUS « TENDANCES » À PRIX CASSÉS, LA MODE CACHE UNE INDUSTRIE BIEN MORTIFÈRE. CE DOSSIER THÉMATIQUE RETRACE LES MULTIPLES IMPACTS DU SECTEUR DE LA MODE, LES ROUAGES DE CE SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE MAIS AUSSI DES EXEMPLES DE SOLUTIONS POSSIBLES POUR TRANSFORMER LE MODÈLE EN PROFONDEUR.

LE SAVIEZ-VOUS ? 1 VÊTEMENT EN COTON SUR 5 pourrait être issu du travail forcé des Oughours.

Le PDG de Zara est la 6^{ÈME} FORTUNE MONDIALE.

Les ouvrier·es du textile devraient être payés 2 à 5 FOIS PLUS pour avoir un salaire vital.

PAR NAYLA AJALTOUNI / DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU COLLECTIF ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE

Lutter contre l'impunité des multinationales dans l'industrie du vêtement

2020 : le monde apprend l'existence d'un système généralisé de travail forcé dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang en Chine, qui produit près de 20% du coton dans le monde. Des dizaines de multinationales profitent de cette situation d'esclavage en fermant les yeux sur l'origine de leur approvisionnement. À chaque fois, la mobilisation citoyenne internationale a été cruciale pour dénoncer et enrayer ces situations.

Crée en 1995, le Collectif Éthique sur l'étiquette s'est donné pour mission de défendre les droits humains au travail dans le monde, et un encadrement contraignant de l'activité des multinationales.

Les violations massives des droits humains au travail perdurent dans l'industrie textile, à rebours d'une conscientisation croissante des ci-

toyennes, en raison de l'impunité dont continuent à bénéficier les multinationales dans la mondialisation économique. La loi pionnière sur le devoir de vigilance adoptée en France en 2017, qui rend les grandes multinationales françaises responsables des violations des droits fondamentaux et des atteintes à l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur, a constitué une première brèche, qu'il faut désormais élargir. Sous la pression de nos ONG et des syndicats, la Commission européenne a annoncé l'élaboration d'une directive sur le devoir de vigilance ; ce texte doit établir un réel système de responsabilité s'il entend réellement empêcher de telles pratiques.

L'industrie, les marques et les pouvoirs publics évoquent le rôle des « consommateur·ices » : il est cynique de pointer la responsabilité individuelle alors que les inégalités se creusent, que

les marques pratiquent le greenwashing à outrance et que ces modèles de production irresponsables sont encouragés. Car c'est bien de modèle économique qu'il s'agit : les lois doivent sanctionner celui de la *fast fashion*, qui surproduit des vêtements en exploitant la main d'œuvre, prospère sur la surconsommation, donne une vision distordue du coût des vêtements et détruit l'environnement. C'est ce que demandent les millions de citoyen·es qui font pression à nos côtés sur les marques et les pouvoirs publics pour une industrie de l'habillement respectueuse des droits humains fondamentaux. ■

CLIMAT ET EMPLOIS : VICTIMES DE LA MODE

L'INDUSTRIE DE LA MODE REPRÉSENTE JUSQU'À 10% DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE MONDIALES. À L'HEURE OÙ NOUS DEVONS FREINER DRASTIQUEMENT LES ÉMISSIONS DE CO2 POUR ÉVITER DES CATASTROPHES EN CHAÎNE, IL EST URGENT D'AGIR POUR TRANSFORMER EN PROFONDEUR L'INDUSTRIE TEXTILE.

Rien qu'en 2019, ce sont plus de 100 milliards de vêtements qui ont été vendus à travers le monde, dont 2,88 milliards en France. Ce phénomène s'explique par un marché dopé aux opérations aujourd'hui en France. La multiplication des collections sur le marché aggrave encore plus le problème. Les acteurs de la *fast-fashion* s'appuient sur un système économique bien rôdé : ils n'hésitent pas à réduire au maximum les coûts de production en produisant à grande échelle dans des pays peu regardants sur les normes environnementales, ou régnet la misère sociale et l'exploitation des travailleur·euses.

DÉLOCALISER POUR INVISIBILISER LES IMPACTS

La délocalisation joue un rôle clé : 99% de la production mondiale de vêtements est réalisée dans des pays à bas coûts salariaux.

Dans les pays où se concentre la majorité de la production textile (Bangladesh, Inde, Chine...) le mix électrique est fortement dépendant des énergies fossiles, et notamment du charbon. Les matières premières utilisées pour la fabrication des vêtements impactent aussi notre environnement puisque la plupart de nos habits sont produits à partir de coton, une culture hautement consommatrice en pesticides et en eau, ou à partir de fibres synthétiques, dérivées du pétrole !

Pourtant, le cercle vicieux de la délocalisation et de la surproduction n'a pas toujours existé. Dans les années 70, une grande partie des vêtements consommés par les français étaient fabriqués en France.

GREENWASHING : LA NOUVELLE TENDANCE DU MOMENT

Les consommateur·rices ne veulent plus contribuer à la destruction de la planète et les entreprises du secteur du prêt-à-porter l'ont bien compris : elles n'hésitent pas à bâtir de grandes campagnes de communication « vertes » pour dupier les citoyen·es tout en continuant leurs pratiques habituelles. C'est le cas par exemple de la campagne « Conscious » d'H&M. Comme dans beaucoup d'autres secteurs ayant de forts impacts sur le climat, nous n'avons pas le temps de compter sur le bon vouloir des entreprises face à l'urgence climatique et à la destruction de nos écosystèmes.

ALORS, QUE FAUT-IL FAIRE ?

Pour mettre fin aux fléaux provoqués par l'industrie de la mode, des mesures rapides et ambitieuses doivent être déployées au niveau politique. Elles doivent permettre de modifier en profondeur ce système, et de construire des alternatives véritablement respectueuses de l'environnement. Le gouvernement et l'Union européenne doivent donc :

- Établir des standards européens obligatoires sur le mix électrique et l'efficacité énergétique de la production pour que les vêtements puissent être vendus dans l'Union européenne,
- Imposer un salaire minimum dans les usines de production,
- Mettre en place des quotas sur les importations textiles,
- Proposer une évolution des prix sur les vêtements en fonction de leur impact climatique (éco-contribution, TVA modulée...),
- Interdire la publicité sur le mix électrique et à minima imposer une mention légale sur l'impact environnemental,
- Interdire la destruction des inventaires,
- Mettre en place un fonds réemploi et réparation minimal de 50 millions d'euros,
- Développer un soutien public massif à la relocalisation textile en France.

À l'heure actuelle, le gouvernement refuse de limiter la surproduction textile, d'encadrer la publicité du secteur ou d'établir une taxe carbone sur nos vêtements. Il reste donc beaucoup à faire, et les élections présidentielles en 2022 seront un levier politique majeur pour évaluer les ambitions de la France sur cette question. ■

bit.ly/3kUErBd



Banderole déployée par des activistes lors du défilé Louis Vuitton à la fashion week, novembre 2021. ©Les Amis de la Terre France

TISSONS LA RÉSISTANCE !

En octobre dernier, lors de la Fashion Week à Paris, des activistes des Amis de la Terre d'Extinction Rebellion et de Youth for Climate se sont infiltrés à un défilé de Louis Vuitton afin de dénoncer les impacts du secteur de la mode sur le climat et les droits humains. Une mobilisation qui visait aussi à interpeller le gouvernement quant à son inaction en matière de régulation du secteur.

EMPLOIS ET FAST-FASHION : LE COMPTE N'Y EST PAS

En 50 ans, 325 000 emplois ont été détruits dans le secteur de la fabrication textile. Depuis 2010, le commerce de détail textile a perdu 64 000 emplois, du fait de l'expansion du

e-commerce. Or, la consommation de vêtements continue d'exploser en France : on en achète aujourd'hui 4 fois plus que dans les années 70, et 2 fois plus depuis le début des années 2000. Il n'y a donc plus de lien entre niveau de consommation et emploi.

pond à des enjeux de transparence et d'amélioration des conditions de travail dans un secteur où les droits humains sont souvent bafoués.

Au niveau environnemental, développer une chaîne de production en circuit-court permettra de réduire les impacts liés aux transports. En effet, toutes les filatures ayant disparues en France, 90% du lin français est envoyé dans des filatures à l'étranger, souvent localisées en Chine et en Inde. Résultats, on se retrouve avec des vêtements étiquetés « lin français » mais produits à l'autre bout du monde. Un non-sens écologique !

Plus largement, on a envie de développer le « tourisme de savoir-faire » pour transmettre et sensibiliser autour des métiers de l'artisanat dans cette filière.

C'EST QUOI LA SUITE DU PROJET ? QUELLES SONT LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS À CE STADE ?

Pour l'instant, un des enjeux majeurs est de trouver des financements pour rendre ce projet réalisable. Un appel à manifestations d'intérêts a été lancé pour accompagner et financer 1000 projets à l'échelle nationale afin de favoriser les fabrications locales, la valorisation des territoires et la préservation des savoir-faire. On espère vraiment que le projet Mijuin pourra bénéficier de cet investissement public.

Il y a aussi une campagne participative active jusqu'à mi décembre où chacun·e peut participer en pré-commandant une veste en lin ! ■

Mijuin : un projet alternatif pour une autre mode !

faire pour valoriser cette nouvelle chaîne de production locale.

PEUX-TU NOUS PRÉSENTER TON PROJET ?

Oui ! Je m'appelle Mijuin en référence à la période de l'année où les champs de lin sont en fleurs. Il s'agit d'un projet d'atelier de confection collaboratif dédié au lin en circuit court.

L'idée est de proposer à des marques et à des entreprises de se fournir en textile conçu et fabriqué dans le futur atelier à partir de tissus en lin qui sont issus des filatures relocalisées en France.

QUELS SONT LES IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DE CE PROJET ?

Au niveau social, il y a une véritable traçabilité, de la sortie du champ au vêtement. Cela ré-

L'énergie solaire est l'une des solutions clés à la précarité énergétique et à la crise climatique, notamment en Croatie où le niveau de pauvreté énergétique est parmi les plus élevés au sein de l'Union européenne. Il reste encore beaucoup à faire, mais cette initiative démontre que les solutions existent !

D'ailleurs, les Amis de la Terre Croatie œuvrent aussi pour que le gouvernement croate s'attaque sérieusement au problème, en investissant dans les énergies renouvelables et en mettant en place rapidement des mesures d'efficacité énergétique dans le pays. ■

bit.ly/3oMQH7W (EN ANGLAIS)

INTERVIEW PAULINE BEUZELIN, FONDATRICE DE MIJUIN



Je m'appelle Pauline Beuzelin, j'ai 26 ans et j'ai grandi en Normandie dans un milieu assez rural, au milieu des champs de lin. Après m'en être éloignée quelques années, il y a deux ans, j'ai commencé à me réintéresser à mon territoire. Je me suis alors rendu compte qu'il y avait de très beaux projets de relocalisation de filature de lin en France et beaucoup à

DU CÔTÉ DES ALTERNATIVES



Un rayon d'espoir

PAR LES AMIS DE LA TERRE CROATE

En Croatie, c'est une initiative formidable et tournée vers les solutions qui a été lancée pour une transition énergétique juste. À travers une campagne de crowdfunding, les Amis de la Terre Croatie ont récolté plus de 13000€ afin d'approvisionner des communautés rurales en énergies renouvelables. Malgré les difficultés et les embûches, cette initiative est un rayon d'espoir pour de multiples foyers défavorisés qui vivent habituellement sans accès à l'électricité. En effet, le pays a dû faire face à la pandémie de Covid-19 mais aussi à un tremblement de terre dévastateur en 2020. Ce sont déjà six foyers qui bénéficieraient désormais d'un accès à l'énergie pour vivre dignement.



Une guerre de l'eau dans le Marais poitevin

PAR VICTOR VAUQUELLES / LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

Dans le Poitou-Charentes, des coopératives agro-industrielles tentent de faire mode sur l'eau pour pérenniser leur mode de production écocidaire. Comment ? En multipliant la construction de « méga-bassines » - des infrastructures de stockage hydraulique de dix hectares en moyenne, aux allures d'énormes cratères plastifiés.

93 méga-bassines risquent ainsi d'être érigées dans les trois prochaines années, dont une dizaine dans le Marais poitevin - deuxième plus grande zone humide en France. Ces projets sont portés par une poignée d'agro-industriels pour maintenir l'irrigation intensive de leurs cultures en toutes saisons. Seulement, ceci a un coût : ces réserves vont détruire des terres agricoles, assécher les bassins versants, diminuer les débits des cours d'eau en plein contexte de réchauffement climatique, détrui-

re la biodiversité et empêchant les autres paysan·es et habitant·es d'en bénéficier.

Ces projets sont pourtant largement financés par les pouvoirs publics et soutenus par le gouvernement. Mills projets pourraient ainsi voir le jour d'ici 2025, alors que la conjonction climatique nous impose une attention particulière à la ressource en eau et que les conflits autour de son usage vont croître !

Plusieurs collectifs ont organisé des mobilisations en septembre et novembre 2021 pour stopper le début des travaux qui avaient été lancés en toute illégalité, sans attendre le résultat des consultations et recours en cours. Le ministre Denormandie a été obligé de réagir : le conflit prend de l'ampleur et gagne peu à peu les médias. La lutte monte et paie. No bassaran ! ■

bit.ly/3c3EgU1

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Khald Gajji
RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES Julie Cutillas, Vice Présidente des Amis de la Terre France, Catherine Letaconoux, membre des Amis de la Terre Landes, Olivier Pettitjean, de l'Observatoire des Multinationales, Nayla Ajaltouni déléguée générale du collectif Éthique sur l'étiquette, Alma Dufour, des Amis de la Terre France, Sandra Imbault, chargée de communication aux Amis de la Terre, Victor Vauquelles, Les Soulèvements de la Terre.
COORDINATION DE LA PUBLICATION Sandra Imbault • 09 72 43 92 65 communication@amisdelaterre.org
Marion Cubizolles • 06 86 41 53 43 marion.cubizolles@amisdelaterre.org
GRAPHISME ET MAQUETTE Zeldia Mauger mauger.zeldia@gmail.com
IMPRESSION Nautilus 100% gramm STPCA Recycled 100% 100 g/m² blanc • fspc.fr
ROUTES Pressage-Pluriel • contact@pressepluriel.fr

Oui, je soutiens les actions des Amis de la Terre !

FAIRE UN DON Les Amis de la Terre France